

**Problématique de l'exode rural de la jeunesse
ivoirienne diplômée vers Abidjan et emplois
modernes : Analyse Sociologique et Regards croisés
sur un fait de société.**

**Issue of the rural exodus of young Ivorian graduates to
Abidjan and modern jobs: sociological analysis and
crossed perspectives on a fact of society.**

N'Cho Brou Hyacinthe

Sociologue, chargé de recherches (CAMES) au centre ivoirien de
Recherches Economiques et sociales (CIRES) de l'université Félix
Houphouët Boigny de cocody (Abidjan) en Côte d'Ivoire.
e-mail : brounchohyacinthe@gmail.com

Diabaté Songui

Sociologue, Chargé de recherches (CAMES) au centre ivoirien de
recherches Économiques et sociales (CIRES) de l'université Félix
Houphouët Boigny de cocody (Abidjan) en Côte d'Ivoire,
e-mail : Songuidiabaté@gmail.com

Yapo Lucas Delmas

Sociologue de l'éducation, Maitre-Assistant (CAMES) et
Enseignant chercheur à l'université Félix Houphouët Boigny
(Institut des Sciences Anthropologiques
De Développement) Abidjan en Côte d'Ivoire
e-mail : Yaludel.76@gmail.com



RESUME

Ce présent article vise à analyser les déterminants sociaux qui empêchent les jeunes ivoiriens diplômés en situation de mobilité de trouver des emplois pleins, stables, décents et productifs dans la métropole Abidjanaise. Pour y parvenir un échantillon de 425 personnes ont été enquêtées. L'axe méthodologique qui a guidé le recueil des données et la rédaction de cette étude s'appuie sur *La Théorie économique néoclassique* (Benicourt. E ; et All ; 2008) et *l'individualisme méthodologique* (Massimo. B ; 2020); y compris l'approche mixte centrée respectivement sur un questionnaire et des entretiens directifs et semi-directifs. L'analyse des données de l'enquête révèle que : le manque d'expérience professionnelle et la faiblesse du capital humain sont les freins à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes migrants ruraux vers la capitale économique de la Côte d'Ivoire (Abidjan). Enfin les inconvénients du chômage des jeunes diplômés en situation de mobilité sont : les difficultés d'accès aux soins de santé, à l'éducation, à l'eau potable, à un meilleur assainissement ; et autres effets collatéraux tels que : La prostitution et le grand banditisme.

Mots clefs : Exode rural, emploi moderne, jeune diplômé, urbanisation, Côte d'Ivoire.

ABSTRACT:

This article aims to analyze the social determinants that prevent young Ivorian graduates in a situation of mobility from finding full, stable, decent and productive jobs in the Abidjan metropolis. To achieve this, samples of 425 people were surveyed. The methodological axis that guided the collection of data and the writing of this study is based on Neoclassical Economic Theory (Benicourt. E; and All; 2008) and methodological individualism (Massimo. B; 2020); including the mixed approach centered respectively on a questionnaire and directive and semi-directive interviews. The analysis of the survey data reveals that: the lack of professional experience and the weakness of human capital are the obstacles to the socio-professional integration of young rural migrants towards the economic capital of Côte d'Ivoire (Abidjan). Finally, the disadvantages of unemployment among young graduates on the move are: difficulties in accessing health care, education, drinking water, better sanitation; and other collateral effects such as: Prostitution and organized crime.

Keywords: Rural exodus, modern employment, young graduate, urbanization, Ivory Coast.

INTRODUCTION

La mondialisation a eu un impact très important sur la structure de l'économie mondiale, et elle a créé des modèles de croissance inégaux dans un paysage économique nouveau. Ses coûts et ses avantages ne sont pas répartis équitablement, ni entre les pays, ni à l'intérieur des pays. L'afflux de capital, les niveaux élevés de compétences et l'excellence en matière de technologie ont offert à certains des chances sans précédent de profiter de l'expansion du commerce, de la croissance de l'investissement étranger direct et de l'intégration des marchés financiers. Certains pays en développement figurent désormais parmi les principaux exportateurs, et ils se sont dotés d'une dynamique de croissance en recherchant les investissements et les débouchés commerciaux. Cependant, pour de nombreux pays, notamment pour les 50 pays les moins avancés, l'exclusion des avantages de la mondialisation demeure une réalité persistante (BIT, 2016).

Aujourd'hui, pour la première fois dans l'histoire, la majorité de la population mondiale vit dans les grandes villes. Dans la plupart des pays développés, dont près de 80 pour cent de la population vit désormais dans les villes et les métropoles, le processus d'urbanisation est arrivé à maturité. Cependant, dans une grande partie du monde en développement, l'exode rural massif se poursuit et de nombreuses grandes villes luttent pour faire face à l'afflux de migrants venus des campagnes (B.M. ; 2019). L'urbanisation a progressé à un rythme sans précédent entre 2010 et 2015, de 2,7 pour cent en moyenne par an dans les pays en développement, mais de plus de 4 pour cent dans les pays les moins avancés (BIT, 2020).

C'est en Asie et en Afrique que la croissance des villes et des métropoles est la plus marquée. En 2015, 71 pour cent de la population rurale du monde vivait en Asie; en 2030, l'Asie sera au premier rang en termes de population urbaine totale, et l'Afrique au deuxième (B.M., 2016). La difficulté de la vie rurale, sur le plan économique, la pénurie d'offres d'emploi et les faibles perspectives qui s'offrent aux personnes de sortir de la pauvreté sont autant de facteurs qui les incitent à alimenter le processus d'urbanisation. Des dizaines de millions de citoyens de première génération vivent dans des taudis au centre et à la périphérie des villes, et viennent grossir les rangs de l'économie informelle.

L'une des principales conséquences de la migration est l'urbanisation qui fait référence au déplacement croissant de la population des zones rurales vers les zones urbaines, ou à une augmentation constante de la population vivant dans les zones urbaines (Alexandre et Al 2015). La proportion de la population mondiale vivant en milieu urbain est passée d'environ 30% en 1950 à 47% en 2000, puis 54% en 2015. Ce chiffre devrait atteindre environ 66 % d'ici à 2050 (B.M. ; 2019), la majeure partie de cette croissance urbaine se produisant en Afrique et en Asie.

L'urbanisation rapide et la pression qui en résulte sur l'emploi et les infrastructures sociales ont conduit les gouvernements africains et les autorités métropolitaines à adopter une position politique largement négative sur l'exode rural et l'urbanisation (Awumbila. M. ; et Al, 2020). La paupérisation dans le tiers monde est avant tout un phénomène urbain. Ce qui renverse beaucoup d'idées acquises telles que la disparité des revenus entre les villes et les campagnes au profit des citadins. En fait, il ne s'agirait pas d'un retournement de tendance mais plutôt d'une certaine continuité dans la mesure où les migrants qui constituent les bataillons de la misère dans les grandes villes sont très souvent à l'origine des ruraux placés dans une situation précaire.

Le rôle des migrants dans l'expansion urbaine est en tout cas déterminant. Dans le tiers monde pauvre, l'exode rural qui contribue d'une certaine façon à ruraliser les villes (Awumbila. M. ; 2020) hâterait leur décadence économique au moins relative. (Bairoch. P. ; 1964), a raison de prétendre : « *que le problème du tiers monde est celui de la course entre la population et l'économie* » ; autrement dit le gonflement des villes de plus de 5% par an n'est plus l'un de leur atout. Le secteur moderne régresse ou stagne partout à peu près et le secteur informel ou non structuré traduit en premier lieu une logique d'autosubsistance. Cependant les villes du tiers monde pauvre qui ne cessent de s'étendre en vidant les campagnes pourraient se retrouver au cœur de nouvelles stratégies économiques et sociales originales, qui permettraient la survie des groupes à une échelle plus grande.

Ces néo-ruraux, néo-migrants, saisonniers, ou temporaires, investissent les villes sans se couper totalement de leurs villages ou en s'assurant de nouvelles bases en milieu rural. L'exode rural devient le facteur principal de l'implosion urbaine et de la déliquescence des fonctions modernes des villes (Yves. L. ; 1966). L'industrialisation et l'urbanisation tendent à faire émigrer les jeunes ruraux des régions riches ou pauvres au sein d'un territoire national ou à l'étranger, selon des modalités différentes mais des logiques comparables; ou encore que la « préférence » pour les scolarités

courtes chez les jeunes ruraux est une caractéristique observée dans les pays « riches » comme dans les pays « pauvres ».

Les jeunes en situation de mobilité s'entassent jusqu'aux limites du possible dans l'enfer des villes, tandis qu'ailleurs se forme un désert où meurent d'isolement les rescapés de l'exode rural. Pendant que les premiers constituent une population de déracinés, les seconds se trouvent à la merci de l'unique employeur, car les taux de chômage sont évocateurs dans les métropoles africaines.

En Côte d'Ivoire, les agences de gestion de l'emploi notamment l'Agence d'Etudes pour le Promotion de l'Emploi (AGEPE), l'Agence pour la Formation Professionnelle (AGEFOP), le Fonds de Développement de la Formation Professionnelle (FDFP) et l'Institut National de la Statistique (INS) ont enregistré pour les années écoulées et pour la ville d'Abidjan un taux moyen de 27,05% sur la période 1993-2002; et pour les autres villes un taux de chômage moyen de 9,8% sur la même période.

En 2012, le taux de chômage était de 38% et de 24% respectivement pour les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur et de l'enseignement secondaire. De même, jusqu'à 27% des entreprises modernes, en 2009, considéraient la mauvaise qualité de la main-d'œuvre comme un frein à leur compétitivité, contre une moyenne de 20% dans la zone de l'UEMOA. De nombreux jeunes sont sans emplois du fait des crises récentes, mais le pays est également confronté à la nécessité de changer le profil de sa main d'œuvre. Le pays compte 986 000 chômeurs en fin 2012, soit 9,4% de la population active (INS, 2012).

La structure du chômage reflète une vulnérabilité relative des jeunes (12,2% de chômage chez les 15-34 ans), en particulier les jeunes femmes (15% de chômage contre 9,7% pour les jeunes hommes) et un chômage de primo-insertion (69,9% des chômeurs cherchent leur premier emploi). En termes absolu, les actifs de niveau inférieur ou égal au primaire représentent 54% des chômeurs, mais 76% de la population active (INS, 2012).

Toutes choses égales par ailleurs on a une jeunesse désemparée et en proie au doute du fait du taux élevé de chômage. Les chiffres sont évocateurs : au premier semestre 2012, seulement 12000 postes ont été offerts pour 20.000 demandes d'emplois sur un objectif annuel de 222.224 demandeurs. En 2013 près de 6.525.838 jeunes sans emploi gonflent le secteur informel. Mais juste en 2017 sur 9906 diplômés enregistrés en Côte d'Ivoire seuls 922 ont pu bénéficier d'un emploi ou d'une insertion socioprofessionnelle adéquate, (AGEPE, 2013). Ce qui reste alarmant pour une jeunesse en mutation permanente. Si tel est le cas :

- Pourquoi les jeunes diplômés, en situation de mobilité ont des difficultés pour s'insérer durablement et décemment dans le tissu socio-professionnel et économique moderne dans la Capitale économique Ivoirienne ?
 - Quelles sont les Conséquences du sous-emploi, des emplois précaires et grosso modo du chômage de longue durée sur ces jeunes diplômés, en situation de mobilité en Côte d'Ivoire ?
 - Répondre à ces interrogations c'est Analyser les déterminants sociaux qui empêchent les jeunes diplômés Ivoiriens, en situation de mobilité de trouver des emplois pleins, stables, décents et productifs dans la métropole Abidjanaise ?
- Spécifiquement cette étude vise à :
- Identifier les facteurs dynamisants qui empêchent les jeunes diplômés Ivoiriens victimes de l'exode rural, de trouver des emplois stables, décents, et productifs dans la métropole Abidjanaise.
 - Etudier les conséquences négatives du sous-emploi, des emplois précaires et du chômage sur ces jeunes diplômés, en situation de mobilité en Côte d'Ivoire ?

I-METHODOLOGIE

I-I-INSTRUMENT

On a choisi la ville d'Abidjan car elle est la capitale économique de la Côte d'Ivoire et est le grenier des emplois formels et informels; De surcroît cette étude sur l'exode rural des jeunes diplômés et l'emploi moderne se justifie par le fait que le taux de chômage était de 38% et de 24% respectivement pour les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur et de l'enseignement secondaire (INS ; 2015-2016). Nous avons opté ***pour l'échantillon Aléatoire simple***. C'est-à-dire que chaque élément de la population a une chance égale d'être choisi, c'est un véritable tirage au sort jusqu'à ce que le l'effectif désiré soit atteint ; Cet échantillon représentatif de diplômés en situation de mobilité a été choisi et a fait l'objet d'un recueil d'informations à partir du questionnaire. La population cible de l'enquête a concerné 420 jeunes pauvres, diplômés et en situation de mobilité ; ayant l'âge compris entre de 15 ans et 40 ans et prétendant être en quête d'emploi tout au plus pendant 10 ans révolues. Donc cette population cible a été interrogée de manière aléatoire. Pour ce faire, le critère d'éligibilité consistait à être titulaire d'un diplôme du primaire jusqu'au supérieur au cours de ces dix dernières années académiques. En outre 2 directeurs d'AGEPE, 2 sous-chefs et 1

responsable des ressources humaines ; soit un échantillon total de 425 personnes enquêtées.

I-2-DEROULEMENT DE L'ENQUETE

La collecte des données s'est faite à l'aide d'entretiens individuels semi-structurés quelques fois transformés en focus group (10 personnes en fonction de leur niveau d'études). Les entretiens ont donné lieu parfois à des discussions approfondies avec les enquêtés au regard de la complexité du problème à l'étude. L'élaboration de l'échantillonnage par choix raisonné a privilégié l'approche méthodologique par « unités-types ». Cette méthode consiste à répartir en groupes homogènes les différentes catégories d'acteurs en unités statistiques représentatives, en estimant que chaque unité type (chômeurs regroupés en fonction de leur niveau d'études, âge, aspiration aux emplois formels ou informels) (responsables AGEPE) aura la même « réaction » sur le phénomène étudié. Ici, chaque catégorie d'enquêtés a eu la latitude de donner son point de vue sur la question en fonction de sa connaissance et de l'observation faite sur la question et de son vécu.

Un questionnaire a été adressé aux jeunes diplômés en situation de mobilité ayant au moins un parchemin du primaire jusqu'au supérieur pendant ces 10 dernières années et prétendant être en quête d'emploi pendant 10 ans au plus. Ces diplômés sélectionnés ont été soumis au questionnaire se rapportant aux caractéristiques individuelles (niveau d'études, âge, sexe, jouissance de l'expérience professionnelle, capital social, capital humain, situation des parents ou tuteurs, etc.), y compris les techniques de recherche d'emplois, les inconvénients des emplois précaires et du chômage sur les jeunes instruits en situation de mobilité et enfin les freins à l'employabilité des jeunes diplômés. L'analyse des données s'est faite sur la base des objectifs assignés à l'étude.

Des entretiens individuels directifs ont été soumis dans le but de recueillir des informations à 25 diplômés. Par ailleurs des groupes d'entretiens semi-directifs entre jeunes diplômés : 15 garçons et 15 filles et 1 responsable des ressources humaines, 2 directeurs de l'AGEPE (Agence Emploi Jeunes) de Yopougon et Plateau ont été organisés pour approfondir les informations du questionnaire, sur le niveau de connaissance sur les offres d'emplois et les structures homologuées et habilitées à le faire. Quant aux personnels d'encadrement, 2 sous-chefs d'agence AGEPE d'Abidjan plateau ont été soumis à un entretien individualisé et ont participé aux échanges sur : L'ampleur du phénomène du chômage, de l'existence du véritable

politique d'insertion socioprofessionnelle des jeunes en fin de formation et les inconvénients des emplois précaires et du chômage des jeunes diplômés en situation de mobilité.

I-3-METHODE D'APPROCHE:

***La Théorie économique néoclassique** (BENICOURT. E ; et All ; 2008). Pour mieux appréhender notre objet d'étude nous convoquerons cette théorie. La théorie néoclassique est la théorie dominante en économie. Elle se propose d'expliquer les phénomènes économiques et sociaux à partir des choix des individus qui composent la société. Les agents sont rationnels, leurs préférences peuvent être identifiées. Elle s'inscrit donc dans la perspective de ce qu'on appelle : l'« **individualisme méthodologique** », qui est une thèse sur l'explication des phénomènes sociaux. Elle soutient : « qu'un phénomène social n'est suffisamment expliqué que si l'on remonte aux actions des individus qui y sont impliqués, pris séparément » (Massimo. B ; 2020). Les actions individuelles ont alors des causes sociales : les individus existent et sont les maîtres de leur destinée. Par analogie, on comprend que la migration est due aux écarts salariaux. Les travailleurs migrent pour des raisons économiques, passant de régions à bas salaires et à main-d'œuvre intense à des zones ou régions à salaires élevés et à pénurie de main-d'œuvre ». Entre autres causes sous-jacentes on a les opportunités et défis économiques. Disparités structurelles entre les pays ou les zones rurales et urbaines façonnées par l'économie macro-politique ; termes d'échange inégaux ; faiblesse des prix des produits agricoles dans les zones rurales. Enfin l'industrialisation et l'urbanisation tendent à faire émigrer les jeunes ruraux des régions riches ou pauvres au sein d'un territoire national ou à l'étranger, selon des modalités différentes mais des logiques comparables. Sous nos tropiques, la décentralisation et le transfert des vieilles capitales sont inachevés car les activités économiques majeures (secteur secondaire et tertiaire) sont concentrées dans les capitales économiques depuis l'indépendance des pays Africains. Du coup les jeunes ruraux qui vivent dans la paupérisation et diplômés fuient les campagnes et les activités du secteur primaire basé surtout sur l'agriculture et l'artisanat, pour des emplois modernes. Ceci s'explique par la désarticulation entre l'école moderne et le monde rural et l'inadéquation-formation-emploi. Une fois dans les bidonvilles des capitales des villes Africaines les jeunes diplômés en situation de mobilité et de précarité d'emploi s'y réfugieront comme lieu de prédilection et de logis car victimes de la paupérisation. Aussi sont-ils livrés aux vicissitudes ou écueils de la vie tels que : la prostitution, la délinquance juvénile...Voilà comment

l'individualisme méthodologique explique notre objet d'étude et entretient un rapport étroit d'avec ***la théorie économique néoclassique***.

I-4-TRAITEMENT DES DONNEES

Pour vérifier les dires (réponses) des enquêtés nous avons eu recours à la triangulation. Mais auparavant les données recueillies ont été traitées avec les logiciels « ISSA » puis avec « SPSS » afin de calculer la distribution de fréquences au sein de la population. Pour pouvoir classer, organiser et ensuite interroger facilement les données recueillies, nous avons préféré l'utilisation du logiciel d'aide à l'analyse qualitative Nvivo 11. La procédure d'analyse des données que nous avons suivie est constituée de deux phases essentielles, à savoir : la phase de préparation du matériel concernant principalement la retranscription des données et la phase d'analyse concernant le codage, la catégorisation en thèmes et le traitement des données. De plus, bien qu'en analyse qualitative l'importance première ne soit pas donnée au comptage, il s'avère parfois important pour voir la situation globale des données et formuler des conclusions sur le sujet étudié. Ainsi, pour avoir une idée sur les données de notre corpus et les relations qui existent entre les catégories et sous-catégories, nous avons élaboré des matrices (tableaux) descriptives et, afin d'appuyer les propos, nous avons inséré des extraits d'entrevues (verbatim) dans la présentation des résultats. Du dépouillement des données on note deux résultats essentiels qui sont : Les déterminants sociaux de la faible employabilité des jeunes Ivoiriens diplômés en situation de mobilité et les inconvénients des emplois précaires et du chômage des jeunes en situation de mobilité.

II-RESULTATS

II-I-Les déterminants sociaux de la faible employabilité des jeunes Ivoiriens diplômés en situation de mobilité.

II-I-1-Inadéquation entre le système éducatif ivoirien et le système productif.

Cette inadéquation est relative aux formations et aux acquisitions des demandeurs d'emplois de nos universités, centres de formations professionnelles et aux offres d'emploi temporaire et d'embauche

II-I-1-1-Le problème de la faiblesse du capital humain.

Tableau 1 : Relatif à la composition du Capital humain et l'offre d'emploi.

populations Items	Réponses des jeunes diplômés en quête d'emplois	%
la faiblesse du capital humain offre peu de perspectives d'embauches	290	69,04%
la faiblesse du capital humain n'offre pas peu de perspectives d'embauches	130	30,95%
total	420	100%

Source : N'cho Brou Hyacinthe à partir de nos enquêtes janvier 2023.

Selon le **tableau 1** plus de **69 %** des diplômés ivoiriens en situation de mobilité enquêtés reconnaissent que : La faiblesse du capital humain offre peu de perspectives d'embauches. La question du niveau et de la composition du capital humain est cruciale, étant donné que ces deux éléments (composition et niveau) déterminent une éventuelle insertion ; un faible niveau ainsi qu'une composition incomplète (inexpérience professionnelle) du capital humain offre peu de chance pour l'obtention d'un emploi décent et durable. Pour corroborer cette idée un responsable de l'agence emploi jeunes reconnaît que :

« L'inadéquation entre les modules de formations et les besoins de formation ; donc l'absence de référentiels de métiers et de compétences qui permettent d'appréhender l'évolution et les tendances des métiers témoigne de la faiblesse du capital humain chez les diplômés des centres de formations professionnelles et de l'enseignement supérieur en Côte d'Ivoire ».

K.Y. 40 ans, enquêté à Abidjan, le 24-01-2023.

II-I-1-2-Employabilité et niveau d'éducation.

Tableau 2 : relatif au chômage des jeunes diplômés en situation de mobilité, en fonction de leur niveau d'études ou d'instruction.

Effectif des jeunes diplômés en situation de mobilité et En quête d'emploi ces 10 dernières années Niveau d'éducation	Nombre de diplômés ayant obtenu Un emploi ces 10 dernières années après leur cursus scolaire		Nombre de diplômés n'ayant pas obtenu Un emploi ces 10 dernières années après leur cursus scolaire	
	EFFECTIF	POURCENTAGE	EFFECTIF	POURCENTAGE

Enseignement primaire incomplet	10	5, 88%	15	6%
Enseignement primaire complet	65	38,23%	25	10%
Enseignement secondaire inférieur complet	45	26 ,47%	20	8%
Enseignement secondaire supérieur complet	30	17,64%	85	34%
Enseignement post-secondaire	20	11,76%	105	42%
total	170	100%	250	100%

Source : N'Cho Brou Hyacinthe à partir de nos enquêtes janvier 2023.

Les résultats de notre étude révèle que 71% des diplômés en quête d'emplois avouent que : «les signaux émis par les candidats à l'embauche sont inefficaces ».L'embauche d'un individu est conditionnée non seulement par ses compétences, mais encore plus par la manière dont celui-ci se « signale » sur le marché du travail. Son éducation, ses diplômes, son expérience professionnelle constituent des moyens de signalement. On arrive à la conclusion que les diplômes ne constituent un signal de productivité que s'ils sont perçus comme un indicateur de rareté par l'employeur. Cependant la question de la dévalorisation des diplômes est sous-jacente dans les modèles de filtre et de signalement.

Selon les résultats de l'étude plus de 42 % des enquêtés titulaires **d'un diplôme de l'enseignement post-secondaire** n'arrivent pas à décrocher un emploi décent ces 10 dernières années. A côté de ceux-ci 34 % ayant **un niveau d'études du supérieur secondaire complet** n'ont pas pu bénéficier d'un emploi ou d'une insertion socio-professionnelle adéquate, ce qui reste alarmant pour une jeunesse en mutation permanente. *L'employabilité et le niveau d'éducation* sont deux variables corrélées importantes pour rendre compte du chômage des diplômés Ivoiriens en situation de mobilité. En effet les individus sur le marché du travail ne sont pas tous identiques et possèdent des qualités intrinsèques, cognitives et éducationnelles différentes. L'éducation de l'individu constitue un gain futur pour lui. En investissant il espère obtenir un emploi et un futur rendement appréciable (encore faudrait-il que les formations suivies soient de qualité et en adéquation avec les emplois in situ) ?

A juste titre un enquêté soutient que : « Dans nos grandes écoles et universités les formations ont un volet théoriques et non pratiques ce qui est un véritable handicap pour l'embauche et reflète de l'inadaptation du système de formation

d'avec le système productif (offre d'emploi) ». Voilà pourquoi pour ceux ayant investi dans l'éducation le taux d'employabilité est si faible comparativement à ceux qui en ont très peu investi. La situation de la jeunesse sur le marché du travail ivoirien est précaire. Certes, les mieux diplômés sont les plus inemployés, ce qui est en contradiction avec la théorie du capital humain, mais cela ne saurait nullement mettre en cause le fait que l'éducation et la formation sont plus que nécessaires aujourd'hui, dans un monde et un marché du travail gagné par une concurrence farouche des entreprises dans le recrutement d'une main d'œuvre qualifiée, pragmatique et flexible.

II-I-1- 3-Employabilité et expérience professionnelle.

Tableau 3 : relatif à l'offre d'emploi en fonction de la qualification de la main d'œuvre et de la jouissance de l'expérience professionnelle.

Offre d'emploi et discrimination à l'embauche Critères de recrutement pour la main d'œuvre	Diplômés en situation de mobilité ayant été sélectionnés pour embauche ces 10 dernières années		Diplômés en situation de mobilité n'ayant pas été sélectionnés pour embauche ces 10 dernières années	
	EFFECTIF	POURCENTAGE	EFFECTIF	POURCENTAGE
Jouissance d'une expérience professionnelle de 1 à 5 ans	70	37,83 %	35	14,89%
Jouissance d'une expérience professionnelle de 5 ans et plus	110	59,45 %	15	6,38%
Sans expérience professionnelle	5	2,70 %	185	78,72%
TOTAL	185	100%	235	100%

Source : N'cho Brou Hyacinthe à partir de nos enquêtes janvier 2023.

Au regard du tableau 3 plus de 78 % des jeunes diplômés en situation de mobilité sans qualification et *expérience professionnelle* ont du mal à intégrer le Marché de l'emploi. Les offreurs d'emploi, outre les caractéristiques intrinsèques et acquis des demandeurs d'emploi comme, le niveau d'éducation, utilise des critères de recrutement qui amènent à sélectionner tendanciellement la main d'œuvre. En raison de la flexibilité du marché du travail, les offreurs d'emploi discriminent et sont de plus en plus enclin à choisir une main d'œuvre qualifiée et jouissant d'une expérience professionnelle allant d'un (1) à cinq (5) ans, voire plus ; atout qui manque crucialement à la population des jeunes, puisque la majorité est primo demandeur.

Selon un Responsable de l'AGEPE (Agence de gestion de l'emploi jeunes) l'une des raisons du choix des expérimentés professionnels résiderait dans « le coût de formation ».

« En effet, après l'embauche d'un nouvel entrant, l'entreprise se doit d'amener celui-ci à la maîtrise du poste qu'elle a à pourvoir. De ce fait, selon toute logique, il apparaîtra que l'entreprise aura plus à investir dans l'individu n'ayant aucune expérience professionnelle comparativement à celui qui en a une; d'où son intérêt pour ce dernier ». A cause du fait que les entreprises veulent réduire ces coûts en atténuant autant que possible les coûts de formation, elles sont amenées dans la plupart des cas à offrir des emplois exigeant une expérience professionnelle. Cela ne va pas sans nuire à la jeunesse majoritairement primo demandeur et n'ayant bénéficié d'aucune expérience professionnelle (stages, par exemple) au cours de leur scolarité, puisque le système de formation n'en prévoit pas. Cela témoigne du non concordance entre système de production de la main d'œuvre (système éducatif et de formation) et système d'absorption de la main d'œuvre (entreprises) et de la discrimination dont les jeunes sont victimes à l'embauche.

II-2-LES INCONVENIENTS DES EMPLOIS PRECAIRES ET DU CHOMAGE DES JEUNES EN SITUATION DE MOBILITE.

Satisfaction des services sociaux de base des jeunes en situation de mobilité.

A partir de vos gains disposez-vous de ressources suffisantes pour assurer de façon équitable l'accès aux services sociaux de base ?

TABLEAU 4 : relatif à la satisfaction des besoins primaires et vitaux des jeunes diplômés en situation de mobilité.

Services sociaux De base	Ont accès aux services sociaux de base		N'ont pas accès aux services sociaux de base	
	EFFECTIF	POURCENTAGE	EFFECTIF	POURCENTAGE
Effectif				
Santé	5	4,76%	180	57,14%
éducation	20	19,04%	5	1,58%
Eau potable	15	14,28%	35	11,11%
électricité	40	38,09%	65	20,63%
assainissement	25	23,80%	30	9,52%
Total	105	100%	315	100%

SOURCE : N'Cho Brou Hyacinthe à partir de nos enquêtes janvier 2023.

Le taux de chômage est relativement plus ou moins élevé en Côte d'Ivoire. Le chômage n'affecte qu'une partie relativement faible des adultes de la population active. Le chômage est la part des personnes de la population active qui ne travaillent pas, recherchent un emploi et sont disponibles

pour travailler. Dans ce sens, le chômage est un concept qui s'applique principalement à un marché du travail formel d'emplois salariés. En tant que tel, le chômage est très faible dans les zones rurales, où le marché du travail formel est étroit et la plupart des personnes occupent un emploi indépendant. De façon générale, la grande majorité de la population active est engagée dans une certaine forme de travail, mais beaucoup sont employés dans des activités à faible productivité. Quand est-il du milieu urbain ?

La prévalence du chômage est également plus élevée dans la population la plus jeune, et en particulier dans les zones urbaines. Bien que le niveau du chômage reste faible par rapport aux niveaux internationaux, le taux de chômage est relativement plus élevé pour les jeunes dans les villes ivoiriennes. Cet état de fait crée un malaise social pour les migrants ruraux chômeurs dans les grandes métropoles ivoiriennes. Ainsi donc comment ces derniers satisfont-ils à leurs services sociaux de base tels que : la santé, l'éducation, l'assainissement, l'eau potable et l'électricité ? Historiquement, la vie urbaine est liée à des niveaux d'éducation plus élevés, une meilleure santé, une fécondité plus faible et un meilleur accès aux services sociaux. Toutefois, l'urbanisation récente en Côte d'Ivoire a provoqué une croissance urbaine rapide et imprévue qui s'est traduite par des logements, des services d'eau et d'assainissement, de transport et de soins de santé médiocres et inadéquats.

Parlant des effets de l'urbanisation sur le logement et l'assainissement à Abidjan, environ un tiers de la population urbaine vit dans des bidonvilles et dans des taudis appauvris. En métropole les bidonvilles ont tendance à être associés aux habitations surpeuplées et avec un approvisionnement limité en électricité. Faible accès à l'eau potable, conditions de vie précaires : les habitants des bidonvilles ont tendance à être expulsés de force par les autorités municipales. Peu ou pas d'assainissement et pas d'élimination des déchets solides, ce qui conduit à un environnement local pollué et dégradé. C'est dans ce type de milieu ou biotope que les migrants ruraux diplômés en situation de précarité d'emploi s'y réfugieront comme lieu de prédilection et de logis. Les résultats **du tableau 4** viennent attester cela, en effet plus **de 57%** des enquêtés n'arrivent pas à se soigner décemment ; quant aux **20, 63%** ils n'ont pas accès à l'électricité et vivent dans des sous-quartiers populeux dont l'assainissement laisse à désirer.

Enfin quand est-il des effets de l'exode rural et du chômage sur la santé des migrants diplômés à Abidjan ; l'urbanisation peut avoir des effets à la

fois positifs et négatifs sur la santé des migrants et des familles. Les principaux avantages sont liés à un accès plus facile aux hôpitaux, aux cliniques et aux services de santé en général. Accès aux informations sur les pratiques de santé modernes. Quant aux effets négatifs sur la santé: Un environnement sale et des logements médiocres peuvent avoir des effets négatifs sur la santé des migrants en chômage. La contamination des sources d'eau peut entraîner des maladies. L'air pollué peut également causer des maladies respiratoires. Pour corroborer ces propos un migrant en situation de précarité et vulnérable avoue que :

«Mes conditions de vie actuelles à Abidjan ne sont pas meilleures qu'avant quand je vivais dans le Nord, je ne travaillais pas à plein temps. Même si, lorsque j'ai commencé à travailler ici, les choses ne se passaient pas aussi bien que prévu, je travaille maintenant mais pas avec bonheur, je ne suis pas en mesure de faire des économies et d'envoyer de l'argent à ma famille dans le Nord. ... [En outre] "Mon enfant ne profite pas beaucoup de ma migration à Abidjan car je ne suis pas maintenant en mesure de subvenir à tous ses besoins en matière d'éducation, quant à moi-même je vis dans la promiscuité dans un quartier précaire sans adduction d'eau potable ni électricité. Par conséquent cela fragilise mon état de santé. »

C.K.G. 33 ans, enquêté à Abidjan, le 24-01-2023

La précarité des emplois et le chômage de longue durée des jeunes en situation de mobilité, diplômés vont conduire certains d'entre eux à mener une vie de débauche tels que : l'alcoolisme, le tabagisme, la prostitution et autres dépravations des mœurs. C'est à juste titre qu'un enquêté qui requiert l'anonymat confesse en ces termes : *« pour oublier nos difficultés quotidiennes et noyer nos soucis dans la banlieue nous devenons les adeptes obligés et soumis des débits de boissons frelatés, telle est notre illusion refuge ».*

III-DISCUSSION

Eu égard à ce qui précède il convient de confronter nos résultats d'avec les écrits antérieurs à nos travaux afin de dégager les points de convergence ou de divergences et si possible de faire des dépassements. Dès lors nous notons qu'à la lucarne des deux axes de cette recherche il ressort que les Déterminants sociaux majeurs qui empêchent les jeunes diplômés Ivoiriens, en situation de mobilité de trouver des emplois pleins, stables, décents et productifs dans la métropole Abidjanaise sont légions : L'éducation est le facteur déterminant de l'accès à certains types d'emploi. On note plus profondément l'absence de compétence (expérience

professionnelle) des jeunes, et de formation pratique qui sont des freins aux emplois productifs en Côte d'Ivoire. En ce qui concerne les inconvénients les migrants diplômés en situation de précarité dans la Capitale économique Ivoirienne n'arrivent pas à satisfaire décemment aux services sociaux de base tels que : la santé, l'éducation, l'assainissement, l'eau potable et l'électricité.

Dans la recension des écrits, diverses études ont essayé de donner une estimation en évaluant les performances productives des employés exécutant une tâche donnée, ou des entreprises d'une même branche, lorsque le degré d'éducation de la force de travail varie. Par exemple, les études économétriques de (M. Gurgand ,2009 : p95) sur la Côte d'Ivoire indiquent que plus d'éducation n'améliore pas l'efficacité productive et la productivité des agriculteurs comme l'ont constaté avant lui Mook, et Hopcraft cité par (M. Gurgand, 2009). Quoique de fortes présomptions existent, l'unanimité n'est pas encore faite à propos de la vraisemblance de l'effet positif de l'éducation (formation) sur la productivité.

Ces quelques développements semblent attester que les canaux par lesquels l'éducation affecte la croissance sont d'une grande variété. Tout en n'invalidant pas la théorie orthodoxe du capital humain ils en établissent l'étroitesse, justifiant peut-être ainsi les nombreuses contestations et prolongements dont elle fait l'objet. Un bon niveau de même qu'une bonne composition du capital humain sont nécessaires. Cependant l'embauche d'un éventuel candidat est fonction de la manière dont celui-ci s'y prend pour émettre des « signaux » à l'entreprise qui elle, procède par « filtre ». Dans nos universités les formations ont un volet théoriques et non pratiques ce qui est un véritable handicap pour l'embauche et reflète de l'inadaptation du système de formation d'avec le système productif, un tel paradoxe se justifie-t-il ?

Pourquoi pour ceux ayant investi en éducation le taux d'employabilité est si faible comparativement à ceux qui en ont très peu investi ? La théorie du capital humain serait-elle un leurre (Becker Gary, 1975 : P35)

Cette théorie se résume ainsi : l'investissement en éducation procure des bénéfices considérables en termes de connaissances et de rémunérations pour l'investisseur. Même si la théorie du capital humain s'est vérifiée sous d'autres cieux cela ne saurait être totalement le cas pour la Côte d'Ivoire notamment pour les jeunes ayant investi dans le système éducatif et surtout pour ceux qui ont achevé une scolarité très élevée (A.A. Mbaye 2002 : p 36). Cette situation grandissante dans la sous-population des diplômés du supérieur pourrait trouver son explication dans le fait que

ceux-ci ayant parcouru un niveau d'étude élevé ne soient pas prêts à accepter un emploi ne reflétant pas selon eux, leur aptitude et ne correspondant pas à leur salaire de réservation (salaire minimum auquel un offreur de travail accepterait pour louer ses services). Ces derniers (diplômés du supérieur) préfèrent prendre du temps dans la recherche d'un emploi (quand ils en cherchent véritablement) qui reflèterait leurs aptitudes et connaissances acquises au cours de leur cursus (M. B. Kouadio, 2012 : p9).

C'est en cela que (Lippmann et Al, 2008 : p21) font allusion à ce qu'on appellerait le « chômage de recherche ». A cause de leur connaissance incomplète de leurs intérêts et aptitudes, les jeunes tâtent le marché du travail pour acquérir de l'information et se livrer à des expériences, ce qui est l'occasion de préciser ou réviser leurs attentes. Ainsi les jeunes se chercheraient, tout autant qu'ils chercheraient un emploi ; Osterman, cité par (S. François, 2011 : p 120).

La rémunération proposée par les employeurs eu égard au niveau d'étude des demandeurs d'emploi du supérieur et à leur recherche d'emploi par un mode particulier pourrait quelque part expliquer le faible niveau d'employabilité de ces derniers. Cette situation pourrait également trouver réponse dans le fort taux de diplômés du supérieur ces dernières années (BTS, DEUG, Licence,...). Ce nombre pléthorique de diplômés entraîne une certaine dévalorisation de ces derniers (diplômes) et ne sont plus vus par les employeurs comme des indicateurs de rareté et des critères de filtre (A.J. Kenneth, 2003 : p193).

En outre, les formations offertes par le système éducatif et de formation ne sont pas toujours celles voulues par les offreurs d'emploi (introduction de nouvelles filières de formations importées des pays développés où les réalités économiques ne coïncident pas avec les nôtres. Il s'agit donc d'une inadéquation entre les produits du système éducatif et les attentes du système productif.

Quant aux inconvénients du chômage sur les jeunes diplômés en situation de mobilité, on remarque une augmentation de la pauvreté urbaine: L'exode rural a été associé à l'augmentation de la pauvreté dans certaines villes africaines: Accra a plus que doublé son taux d'incidence de pauvreté standard (4,4% en 1999 à 10,6% en 2006) et son taux d'extrême pauvreté est passé de 1,3% en 1999 à 4,4% en 2006 (Bertrand et Al, 201 : P 36). Les logements surpeuplés et les mauvaises conditions de vie contribuent à créer un terrain propice à la criminalité et aux vices sociaux (par exemple, la toxicomanie, la prostitution, le broutage, la délinquance juvénile, et le

phénomène des enfants en conflits avec la loi) bien que des preuves appuyant cette affirmation ne soient pas tout à fait concluantes. La criminalité dans les villes a tendance à créer un sentiment d'insécurité. Le manque de soutien social pour les enfants à l'école et à la maison par leurs parents démunis prend de l'ampleur. En somme concernant les inconvénients les migrants diplômés en situation de précarité dans la Capitale économique ivoirienne n'arrivent pas à satisfaire décemment aux services sociaux de base tels que : la santé, l'éducation, l'assainissement, l'eau potable et l'électricité.

CONCLUSION

L'objectif de cette étude est d'analyser les déterminants sociaux qui empêchent les jeunes diplômés Ivoiriens, en situation de mobilité de trouver des emplois pleins, stables, décents et productifs dans la métropole Abidjanaise.

Les migrants viennent en ville dans l'espoir de décrocher des emplois modernes mais à défaut ils exercent dans l'informel pas manque d'emplois et de qualifications ou de compétences. Les personnes résidant à Abidjan s'orientent principalement vers les emplois salariés. Des tendances similaires sont observées chez les chômeurs. Bien que ces tendances puissent surprendre, ces aspirations correspondent à la réalité de la structure de l'emploi en Côte d'Ivoire, et en particulier la prévalence marquée des activités indépendantes. Toutefois, la quantité relativement faible de personnes aspirant à des emplois formels salariés reste bien plus élevée que le nombre d'emplois salariés disponibles.

L'éducation influence les opportunités d'emploi. Le niveau d'instruction influe à la fois sur les emplois que les personnes peuvent exercer ainsi que sur leur productivité dans ces activités. Les déterminants du choix des occupations sont marqués en Côte d'Ivoire. La plupart des personnes ayant un faible niveau scolaire se retrouvent dans le secteur de l'agriculture, alors que l'accès à l'emploi salarié non agricole est plus facile pour les personnes ayant achevé des études secondaires ou plus. La part de l'emploi indépendant non agricole est relativement stable quel que soit le niveau d'éducation, même si elle diminue légèrement pour le niveau d'études secondaires et supérieures. L'éducation est le facteur déterminant de l'accès à certains types d'emploi. On note plus profondément les liens entre éducation, compétences (expérience professionnelle), formation et emploi productif en Côte d'Ivoire. Et c'est surtout le manque d'expérience

professionnelle qui se pose comme obstacle majeur à l'employabilité des jeunes.

En ce qui concerne les inconvénients les migrants diplômés en situation de précarité dans la Capitale économique Ivoirienne n'arrivent pas à satisfaire décemment aux services sociaux de base tels que : la santé, l'éducation, l'assainissement, l'eau potable et l'électricité. Il y a une fausse perception selon laquelle les migrants venus des zones rurales ne contribuent pas au développement. Cependant, en réalité, les bidonvilles urbains ne sont pas seulement des lieux de désespoir et de misère, mais également des lieux où les migrants tirent le meilleur parti de leurs capacités, en dépit de difficultés évidentes et qui tentent de sortir de la pauvreté. Compte tenu des avantages que les migrants tirent des taudis, ils continueront probablement de s'installer dans ces lieux à moins que les causes fondamentales de la migration notamment les inégalités en termes de développement économique et une fécondité élevée soient contrôlées. Les autorités urbaines doivent prendre en compte les intérêts des migrants lors de la planification plutôt que de supposer que ceux-ci peuvent être découragés de s'installer dans la ville.

BIBLIOGRAPHIE

AGEPE et INS. 2012. «Rapport Descriptif sur la Situation de l'Emploi.» Enquête Nationale sur la Situation de l'Emploi et du Travail des Enfants (ENSETTE 2012). Agence d'Études et de Promotion de l'Emploi et de l'Institut National de la Statistique: Abidjan, Côte d'Ivoire. P9 http://www.ins.ci/n/documents/enquete_emploi/Enquete%20Emploi%202013.pdf , consulté le 25 Aout 2022 à la Bibliothèque du Centre Culturel Français (CCF) d'Abidjan Plateau à 16 heures 20minutes GMT.

AGEPE. 2013. « Situation de l'emploi en Côte d'Ivoire en 2012: Rapport de Synthèse.» Agence d'Études et de Promotion de l'Emploi: Abidjan, Côte d'Ivoire. P23.

Alexandre Devillard et AL, 2015, Enquête sur les politiques migratoires en Afrique de l'ouest, Vienne Autriche, rédigé par International Centre for Migration Policy Developpent (ICMPD), (Bureau Régional Afrique de l'Ouest), 353 P.

Bairoch. P. ; 1964, Révolution industrielle et sous-développement, Collection « développement économique », paris, éditions S.E.D.E.S. PP 317-318.

Banque Mondiale. 2015. La force de l'éléphant: pour que sa croissance génère plus d'emplois de qualité. Groupe de la Banque Mondiale: Washington, DC.
<http://documents.worldbank.org/curated/en/437971468194941284/pdf/102021v2-FRENCH-WP-PUBLIC-Box394824B.pdf>. p.....Consulté le 15 juillet 2022 à 9h14mn GMT à la bibliothèque du CERAP ou ex-INADES à Cocody Saint-Jean (ABIDJAN-CÔTE D'IVOIRE).

Banque Mondiale. 2019. Rapport sur le Développement dans le Monde 2013: Emplois. New York: Oxford University Press. PP 9-14

Becker Gary (1975), Human capital. Columbia university press, NBER, New York; 2ème edition Deboeck, P35.

BENICOURT. E. ; et All « IX / Aux frontières de la théorie néoclassique », dans : Emmanuelle Bénicourt éd., La théorie économique néoclassique. Microéconomie, macroéconomie et théorie des jeux. Paris, La Découverte, « Repères », 2008, p. 153-176. URL : <https://www.cairn.info/>.

Bertrand. M ; et All , 2016. «Impacts à Court et Moyen Terme sur les Jeunes des Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre (THIMO) : Résultats de l'évaluation d'impact de la composante THIMO du Projet Emploi Jeunes et Développement des compétence (PEJEDEC) en Côte d'Ivoire. » Washington DC: Banque Mondiale ET Abidjan: BCP-Emploi. P 38.

BIT (2016), Emploi des jeunes : les voies d'accès à un travail décent. Rapport VI, conférence internationale du travail 98ème session, Genève, P5.

BIT, 2020; «19th International Conference of Labor Statisticians. » International Labor Organization: Geneva, Switzerland: http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---stat/documents/publication/wcms_234124.pdf. Consulté le 10 Juin 2022 à la Bibliothèque Saint Laurent de Yopougon (Abidjan) à 16 heures 45 minutes GMT.

De Gurgand (2009) sur la Côte d'Ivoire indiquent que plus d'éducation n'améliore pas l'efficacité productive et la productivité des agriculteurs comme l'ont constaté avant lui Mook (1981) et Hopcraft (cité par Gurgand, 1993).

François Stankiewicz (2011) Economie des ressources humaines, collection : Repères, éditeur : la découverte, p 120.

INS, 2012 ; “Enquête sur le niveau de vie des ménages en Côte d'Ivoire (ENV 2015)”, Abidjan, Côte d'Ivoire PP 5-6.

Kenneth J. Arrow (2003), "Higher education as a filter". Journal of economics, vol.2.pp. 193-216.

Kouadio. B. M. ; (2012), "Analyse de la pauvreté des chômeurs de longue durée en Côte d'Ivoire", document de travail AGEPE, numéro 10, du mois de Juin, p29.

Lippmann et AL (2008) The Economics of job search: a survey, collection: repères, éditeur : la découverte, pp 20-21.

Mariama . A. ; 2020, étude exploratoire sur le potentiel de partenariats pour les compétences de la Migration en Afrique de l'Ouest et au Sahel, Genève, Copyright Organisation Internationale du Travail Première édition, ISBN : 97-92-2-31977-2 ,III P

Mariama . A. ; 2020, optimisation du phénomène migratoire pour l'Afrique, Copyright Clearance Drive, Danvers M.A. 01923 USA, publié par la Banque Mondiale 1818 H Street NW Washington DC 20433 USA, 217 P.

Massimo. B ; « L'individualisme méthodologique défendu par Raymond Boudon », Revue européenne des sciences sociales, 58-1 | 2020, 239-266.

Massimo. B ; « L'individualisme méthodologique défendu par Raymond Boudon », Revue européenne des sciences sociales [En ligne], 58-1 | 2020, mis en ligne le 02 janvier 2024, consulté le 06 avril 2023. URL : <http://journals.openedition.org/ress/6632> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ress.6632>.

Mbaye .A. A. ; (2002), "Capital humain, compétence et productivité du travail au Sénégal : Une analyse empirique". Economie et Société, Série F n° 40, p 36.

Yves. L. ; 1966, Géographie du sous-développement, paris, collection Magellan, PUF, PP 269-273.